

Résumé

Budget fédéral

2006 - 2007



Ordre des CGA
du Québec

2 mai 2006

RÉSUMÉ DU BUDGET FÉDÉRAL

2006-2007

Le 2 mai 2006

Produit par le Comité de fiscalité de l'Ordre des CGA du Québec

André Boulais, CGA
André Chagnon, CGA
Daniel Dalpé, CGA
Bruno Lacasse, CGA
Sandra Lacroix, CGA
Nicole Prieur, CGA

Le 2 mai 2006, le ministre des Finances du nouveau gouvernement conservateur de Steven Harper a déposé son tout premier budget.

Attendu de tous, ce premier budget entend faire profiter les Canadiens des excédents dont dispose le gouvernement fédéral. Dans cette perspective, ce budget propose des allègements d'impôts et de taxes tant pour les particuliers que pour les sociétés. La volonté du gouvernement de freiner la progression des dépenses de l'État est également présente dans ce budget qui expose par ailleurs l'ambition de rendre l'économie canadienne plus productive et plus compétitive.

L'équipe du Comité de fiscalité de l'Ordre des CGA du Québec est heureuse de vous présenter, pour une toute première, ce résumé des principales mesures annoncées dans le cadre du budget 2006 du gouvernement fédéral. Nous espérons qu'il vous sera des plus utiles.

Pour ceux qui le désirent, il vous est possible de vous procurer la version intégrale des documents budgétaires sur lesquels repose le présent résumé à l'adresse suivante : www.fin.gc.ca

Je vous souhaite une excellente lecture !

Danièle Pérusse CGA, M.Sc.

Vice-présidente, Développement des compétences et protection du public

TABLE DES MATIÈRES

1	MESURES VISANT L'IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS.....	1
1.1	Taux d'imposition du revenu des particuliers.....	1
1.2	Montants personnels de base	1
1.3	Crédit canadien pour emploi	1
1.4	Prestation universelle pour la garde d'enfants.....	1
1.5	Gains en capital de pêcheurs.....	2
1.6	Crédit d'impôt pour l'exploration minière à l'égard des investisseurs dans des actions accréditives	3
1.7	Dépenses d'outillage des gens de métier	3
1.8	Crédit d'impôt pour manuels.....	3
1.9	Revenu de bourses d'études et de perfectionnement	3
1.10	Crédit d'impôt pour la condition physique des enfants	4
1.11	Crédit pour revenu de pension	4
1.12	Prestation pour enfants handicapés (PEH)	4
1.13	Supplément remboursable pour frais médicaux (SRFM).....	5
1.14	Crédit d'impôt pour le coût des laissez-passer de transport en commun.....	5
1.15	Dons de titres cotés en bourse à des organismes publics de bienfaisance.....	5
1.16	Dons de fonds de terres écosensibles	6
1.17	Dividendes des grandes sociétés.....	6
2	MESURES VISANT L'IMPÔT SUR LE REVENU DES SOCIÉTÉS	6
2.1	Taux général d'imposition du revenu des sociétés.....	6
2.2	Surtaxe des sociétés.....	6
2.3	Plafond des affaires et taux d'imposition.....	7
2.4	Pertes autres qu'en capital et crédits d'impôt à l'investissement (CII).....	7
2.5	Impôt fédéral sur le capital	7
2.6	Impôt minimum des institutions financières	7
2.7	Crédit d'impôt pour la création d'emplois d'apprentis	8
2.8	Déduction pour amortissement au titre des outils	8
2.9	Déduction pour amortissement accélérée pour la bioénergie dans le domaine forestier .	8
3	TAXES DE VENTE ET D'ACCISE	8
3.1	Réduire la TPS à 6 %	8
3.2	Autres mesures	9

3.3	Taxe d'accise sur les bijoux.....	10
3.4	Producteurs de vin et microbrasseurs.....	10
4	<i>AUTRES MESURES</i>.....	10
4.1	Dispositions administratives (comptabilité normalisée).....	10
4.2	Mesures annoncées dans le budget de 2005.....	13
4.3	Déclaration de l'impôt dans une monnaie fonctionnelle	13

1 MESURES VISANT L'IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS

1.1 Taux d'imposition du revenu des particuliers

Pour l'année 2005, le budget confirme que le taux le plus bas de l'impôt sur le revenu des particuliers est de 15 %. Cependant, le taux sera haussé à 15,5 % à compter du 1^{er} juillet 2006. Ainsi, le taux pour l'ensemble de l'année d'imposition 2005 est de 15 % (sur le premier 35 595 \$ de revenu imposable), de 15,25 % pour 2006 (sur le premier 36 378 \$ de revenu imposable) et de 15,5 % pour 2007 et les années d'imposition suivantes. Le plafond d'application du taux de 15,5 % sera indexé pour les années d'imposition postérieures à 2006. De façon générale, ces taux serviront également au calcul des crédits d'impôt non remboursables et de l'impôt minimum de remplacement pour les années d'imposition 2005 et suivantes.

1.2 Montants personnels de base

Le budget fixe les montants personnels de base pour les années 2005 à 2009 de la façon suivante :

	2005	2006		2007	2008	2009
		du 01/01 au 30/06	du 01/07 au 31/12			
Montant personnel de base	8 648 \$	9 039 \$	8 639 \$	Majoré par indexation plus 100 \$	Majoré par indexation plus 200 \$	10 000 \$
Montant personnel relatif à un époux ou conjoint de fait ou un proche entièrement à charge	7 344 \$	7 675 \$	7 335 \$	Majoré par indexation plus 85 \$	Majoré par indexation plus 170 \$	8 500 \$

1.3 Crédit canadien pour emploi

Le budget propose un nouveau crédit canadien pour emploi qui s'appliquera à compter du 1^{er} juillet 2006 et qui correspondra au moins élevé de 500 \$ et du revenu d'emploi du particulier pour l'année. Le montant maximum servant au calcul du crédit sera de 250 \$ pour l'année d'imposition 2006. Il sera augmenté pour passer à 1 000 \$ pour les années d'imposition 2007 et suivantes. Le crédit d'impôt pour une année d'imposition sera calculé par rapport au taux le plus bas de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition (c.-à-d. 15,25 % pour 2006 et 15,5 % pour 2007 et les années d'imposition suivantes). Le montant à partir duquel le crédit est établi sera indexé après 2007.

1.4 Prestation universelle pour la garde d'enfants

Le budget propose d'instaurer à compter de juillet 2006 la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) pour verser à toutes les familles 100 \$ par mois (1 200 \$ par année) pour chaque enfant de moins de six ans.

Les montants reçus au titre de la PUGE seront imposables pour l'époux ou le conjoint de fait

dont le revenu est le moins élevé. Toutefois, les montants de la PUGE ne seront pas pris en compte dans le calcul des prestations fondées sur le revenu versées par le biais du régime fiscal. En outre, la PUGE ne réduira ni les prestations de sécurité de la vieillesse ou d'assurance-emploi, ni le montant des dépenses admissibles aux fins de la déduction pour frais de garde d'enfants.

Des modifications seront apportées à la structure de la PFCE pour refléter l'instauration de la PUGE. La majoration de la PFCE de base sera éliminée à compter du 1^{er} juillet 2006, sous réserve de ce qui suit : dans le cas des enfants qui atteindront l'âge de six ans au plus tard le 30 juin 2007, la majoration sera maintenue pour les mois antérieurs à juillet 2007 à l'égard desquels aucune PUGE n'est à recevoir.

1.5 Gains en capital de pêcheurs

À l'instar des règles à l'égard des biens agricoles, le budget propose certaines mesures à la disposition d'un bien de pêche et d'un bien de pêche admissible effectuée à compter du 2 mai 2006.

1.5.1 Transfert intergénérationnel : Transfert d'un bien de pêche à un enfant

Le budget propose d'accorder un report d'impôt dans certains cas lorsque le bien de pêche d'un particulier est transféré à l'enfant ou au petit-enfant de ce dernier (roulement).

Aux fins de cette nouvelle mesure, un bien de pêche s'entendra d'un fond de terre, d'un bien amortissable et d'une immobilisation admissible utilisés principalement dans le cadre d'une entreprise de pêche exploitée au Canada et dans laquelle le particulier ou son époux ou conjoint de fait, père ou mère, enfant ou petit-enfant prenait une part active de façon régulière et continue. Il s'entendra également des actions du capital-actions d'une société familiale de pêche ou des participations dans une société de personnes familiale de pêche.

1.5.2 Exonération cumulative des gains en capital - Biens de pêche admissibles

Le budget propose d'autoriser un particulier à demander l'exonération cumulative des gains en capital de 500 000 \$ à l'égard des gains en capital découlant de la disposition de biens de pêche admissibles.

Les biens de pêche admissibles comprennent les immeubles, les navires de pêche et les immobilisations admissibles utilisés principalement dans le cadre d'une entreprise de pêche exploitée au Canada et dans laquelle le particulier ou son époux ou conjoint de fait, père ou mère, enfant ou petit-enfant prenait une part active de façon régulière et continue. Ils englobent également les actions du capital-actions d'une société familiale de pêche et les participations dans une société de personnes familiale de pêche, du particulier.

De façon générale, la moitié des gains provenant de la disposition d'immobilisations admissibles est prise en compte dans le calcul du revenu d'entreprise d'un particulier.

Le budget propose également des mesures qui élargiront la portée des dispositions à l'égard des immobilisations admissibles afin d'y inclure les immobilisations admissibles tel qu'un droit

ou un intérêt dans un permis de pêche, qui est un bien de pêche admissible.

1.5.3 Provision autorisée à l'égard de certaines dispositions de biens de pêche

Le budget propose de porter, à l'égard des biens de pêche, la période maximale de déduction d'une provision de cinq à dix ans.

1.6 Crédit d'impôt pour l'exploration minière à l'égard des investisseurs dans des actions accréditives

Venu à échéance le 31 décembre 2005, le budget propose de rétablir le crédit d'impôt pour l'exploration minière à l'égard des ententes d'actions accréditives conclues à compter du 2 mai et avant le 1^{er} avril 2007.

1.7 Dépenses d'outillage des gens de métier

Le budget propose de faire en sorte que le coût des outils neufs admissibles achetés par une personne de métiers salariée au cours d'une année d'imposition qui dépasse 1 000 \$ (seuil indexé après 2007) soit déductible à concurrence de 500 \$ pour cette année.

Cette mesure s'appliquera aux outils neufs achetés à compter du 2 mai 2006.

Les apprentis mécaniciens de véhicules auront droit à cette nouvelle déduction d'impôt de 500 \$ en plus de l'actuelle déduction au titre des dépenses d'outillage des apprentis mécaniciens de véhicules.

1.8 Crédit d'impôt pour manuels

Le budget propose d'instaurer, à compter de l'année d'imposition 2006, un crédit d'impôt non remboursable pour manuels. Ce crédit sera établi par rapport au taux le plus bas de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition (15,25 % pour 2006 et 15,5 % pour 2007 et les années d'imposition suivantes). Le crédit d'impôt pour manuels s'ajoutera au crédit d'impôt pour études. Le montant à partir duquel le crédit d'impôt pour manuels est calculé, s'élèvera à :

- 65 \$ pour chaque mois où l'étudiant a droit au crédit d'impôt pour études à titre d'étudiant à temps plein;
- 20 \$ pour chaque mois où l'étudiant a droit au crédit d'impôt pour études à titre d'étudiant à temps partiel.

Les montants inutilisés au titre du crédit d'impôt pour manuels seront ajoutés aux montants inutilisés du crédit d'impôt pour frais de scolarité et du crédit d'impôt pour études aux fins du report à une année ultérieure, ainsi que du transfert des montants inutilisés à un époux, un conjoint de fait, un parent ou un grand-parent.

1.9 Revenu de bourses d'études et de perfectionnement

Le budget propose d'exonérer de l'impôt la totalité des bourses d'études, de perfectionnement ou de récompense que touche un contribuable à l'égard de l'éducation postsecondaire ou de la formation professionnelle. Cette mesure s'appliquera aux années d'imposition 2006 et

suivantes.

1.10 Crédit d'impôt pour la condition physique des enfants

Les parents pourront demander un crédit d'impôt non remboursable à l'égard de frais pour l'inscription d'un enfant de moins de 16 ans à un programme d'activités physiques à concurrence de 500 \$. Cette mesure s'appliquera aux années d'imposition 2007 et suivantes.

Le crédit sera calculé par rapport au taux le plus bas de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition et il pourra être demandé par l'un ou l'autre parent à l'égard des frais engagés au cours de l'année civile.

Les frais devront être payés à l'égard de dépenses dans le cadre d'un programme d'activités physiques. Au titre des dépenses admissibles, mentionnons le fonctionnement et l'administration du programme, les cours, la location d'installations, le matériel en commun (p. ex., les chandails d'équipe fournis pour la saison), les juges et arbitres, et les fournitures accessoires (p. ex., les trophées). Parmi les dépenses non admissibles, citons l'achat ou la location de matériel à des fins exclusivement personnelles, les voyages, les repas et l'hébergement.

Le gouvernement mettra sur pied un petit groupe d'experts de la santé et de la condition physique afin de définir quels seront les programmes admissibles.

Afin que les mêmes dépenses ne soient pas réclamées à la fois en vertu du crédit d'impôt pour la condition physique des enfants et de la déduction pour frais de garde d'enfants, un particulier ne pourra pas demander le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants à l'égard de montants pour lesquels toute personne a demandé la déduction pour frais de garde d'enfants.

1.11 Crédit pour revenu de pension

Le crédit pour revenu de pension passera de 1 000 \$ à 2 000 \$ sur les revenus de pension admissibles. Cette mesure s'appliquera aux années d'imposition 2006 et suivantes.

1.12 Prestation pour enfants handicapés (PEH)

Le budget propose deux changements touchant la PEH pour améliorer l'aide aux familles ayant des enfants admissibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH).

Premièrement, le plafond annuel de la PEH sera augmenté de 2 044 \$ à 2 300 \$ à compter de juillet 2006. L'indexation de la prestation sera maintenue par la suite.

Deuxièmement, le budget propose d'abaisser les taux auxquels la PEH est réduite en fonction de l'augmentation du revenu familial, comme démontré dans ce tableau :

SEUILS DE REVENU ACTUEL ET PROPOSÉ DE LA PRESTATION POUR ENFANTS HANDICAPÉS – À COMPTER DU 1^{er} JUILLET 2006

Nombre d'enfants admissibles au CIPH	Revenu familial net marquant le début de la réduction progressive (\$)	Taux de réduction progressive (%)		Revenu familial net auquel prend fin la réduction progressive (\$)	
		Actuel	Proposé	Actuel	Proposé
1	36 378	12,2	2	55 230	151 378
2	36 378	23,0	4	56 378	151 378
3	36 378	12,2	2	55 230	151 378

1.13 Supplément remboursable pour frais médicaux (SRFM)

Le budget propose de relever le montant maximal du SRFM pour le porter de 767 \$ à 1 000 \$ pour l'année d'imposition 2006. L'indexation du montant maximal sera maintenue par la suite. Il est également proposé de fixer le seuil de revenu auquel le SRFM commence à être réduit au niveau de 2005, soit 21 663 \$. Le seuil sera indexé par la suite. Pour 2006, il s'établira à 22 140 \$.

1.14 Crédit d'impôt pour le coût des laissez-passer de transport en commun

Le budget propose d'autoriser les particuliers à demander un crédit d'impôt non remboursable au titre du coût des laissez-passer de transport en commun mensuels ou de plus longue durée (p. ex., laissez-passer annuels). Ces laissez-passer peuvent s'appliquer au transport en commun par autobus local, tramway, métro, train de banlieue, navette autobus et traversier local. Le crédit pour une année d'imposition sera calculé en fonction du taux le plus bas d'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition (15,25 % pour 2006 et 15,5 % pour 2007 et les années d'imposition suivantes). Le crédit pourra être demandé par le particulier ou par son époux ou son conjoint de fait à l'égard des coûts de transport en commun admissibles du particulier, son époux ou conjoint de fait et ses enfants à charge âgés de moins de 19 ans.

Les particuliers qui demandent le crédit devront conserver les reçus ou les laissez-passer de transport en commun pour fins de vérification.

Cette mesure s'appliquera au coût des laissez-passer de transport en commun relatif au transport en commun effectué à compter du 1^{er} juillet 2006.

1.15 Dons de titres cotés en bourse à des organismes publics de bienfaisance

Le budget propose de ramener à zéro le taux d'inclusion des gains en capital pour les dons de titres cotés en bourse aux œuvres de bienfaisance et aux fondations publiques.

Un particulier qui fait un don de bienfaisance admissible de titres cotés en bourse acquis en vertu d'une option d'achat d'action accordée aux employés a également droit à une déduction spéciale, faisant en sorte d'imposer l'avantage lié à l'emploi au taux d'inclusion réduit des gains en capital. Le budget propose là encore de ramener à zéro le taux d'inclusion effectif à l'égard de ces dons.

Ces mesures s'appliqueront aux dons de titres admissibles faits à compter du 2 mai 2006.

1.16 Dons de fonds de terres écosensibles

Le budget propose de ramener à zéro le taux d'inclusion des gains en capital pour les dons de fonds de terres écosensibles. Cette mesure s'appliquera pour ces dons faits à compter du 2 mai 2006.

1.17 Dividendes des grandes sociétés

Le budget vient confirmer l'intention du gouvernement de prendre des mesures concordant avec celles annoncées dans l'avis de motion de voies et moyens déposé le 23 novembre 2005, de façon à hausser le taux de majoration et le crédit d'impôt pour dividendes pour les dividendes admissibles. Les dividendes admissibles incluront généralement les dividendes payés après 2005 par les sociétés publiques (et d'autres sociétés qui ne sont pas des sociétés privées sous contrôle canadien) qui résident au Canada et qui sont assujetties au taux général de l'impôt sur le revenu des sociétés. De plus, les sociétés privées sous contrôle canadien pourront payer des dividendes admissibles dans la mesure où leur revenu (autre que le revenu de placement) est assujetti au taux général de l'impôt sur le revenu des sociétés.

Les actionnaires incluront 145 % du montant du dividende admissible dans le calcul de leur revenu (soit un taux de majoration de 45 %), tandis que le crédit d'impôt pour dividendes fédéral à l'égard des dividendes admissibles représentera environ 19 % du montant majoré (ce qui correspond au taux général d'imposition du revenu des sociétés qui sera en vigueur à compter de 2010).

Cette mesure s'appliquera aux dividendes admissibles payés après 2005.

2 MESURES VISANT L'IMPÔT SUR LE REVENU DES SOCIÉTÉS

2.1 Taux général d'imposition du revenu des sociétés

Il est proposé de réduire le taux général d'imposition du revenu des sociétés selon le tableau suivant (un calcul au prorata étant effectué pour les années d'imposition chevauchant ces dates) :

Date d'application	Taux général
1 ^{er} janvier 2008	20,5 %
1 ^{er} janvier 2009	20 %
1 ^{er} janvier 2010	19 %

2.2 Surtaxe des sociétés

Des dispositions législatives ont déjà été adoptées en vue d'éliminer la surtaxe en 2008 dans le cas des petites et moyennes entreprises. Il est proposé d'éliminer la surtaxe des sociétés pour toutes les autres sociétés à compter du 1^{er} janvier 2008, un calcul au prorata étant effectué pour les années d'imposition comprenant cette date.

2.3 Plafond des affaires et taux d'imposition

Il est proposé de faire passer à 400 000 \$ à compter du 1^{er} janvier 2007 le montant annuel des bénéficiaires tirés d'une entreprise exploitée activement qui donne droit au taux réduit d'imposition.

On propose également de réduire d'un point de pourcentage le taux applicable, qui est actuellement de 12 %. Cette baisse s'effectuera de la manière suivante :

Plafond et taux proposés					
	2006	2007	2008	2009	2010
Plafond des affaires	300 000	400 000	400 000	400 000	400 000
Taux d'imposition des petites entreprises ¹	12	12	11,5	11	11

¹ Les petites entreprises paient également la surtaxe des sociétés, qui équivaut actuellement à un taux d'imposition de 1,12 %. Cette surtaxe sera éliminée en 2008.

L'application de la majoration du plafond des affaires et des réductions du taux sera calculée au prorata dans le cas des sociétés dont l'année d'imposition ne coïncide pas avec l'année civile.

Par suite de la hausse proposée du plafond des affaires, le plafond des dépenses de 2 millions de dollars pour les SPCC qui ont droit à des crédits d'impôt à l'investissement, diminuera à partir du moment où le revenu imposable lors de l'année d'imposition précédente se situe entre 400 000 \$ et 600 000 \$. Cette modification s'applique aux années d'imposition débutant après 2006.

2.4 Pertes autres qu'en capital et crédits d'impôt à l'investissement (CII)

Il est proposé de porter à 20 ans la période de report prospectif des pertes autres qu'en capital et des CII, et ce, pour tous les contribuables.

Cette mesure s'applique aux pertes autres qu'en capital, aux pertes agricoles, aux pertes agricoles restreintes, aux pertes appliquées en vertu de la Partie IV de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et aux pertes de placement en assurance-vie au Canada prévues à la Partie XII.3 de la même loi. Elle s'applique également aux CII gagnés au titre de la RS&DE, des investissements dans la région Atlantique et de l'exploration minière. Plus précisément, la mesure s'applique aux pertes subies et aux crédits gagnés au cours des années d'imposition se terminant après 2005.

2.5 Impôt fédéral sur le capital

Des dispositions législatives ont déjà été adoptées en vue d'éliminer l'impôt fédéral sur le capital en 2008. Il est proposé de l'éliminer dès le 1^{er} janvier 2006. Le taux d'impôt fédéral sur le capital sera calculé au prorata pour les années d'imposition qui ne coïncident pas avec l'année civile.

2.6 Impôt minimum des institutions financières

Il est proposé de hausser à 1 milliard le seuil de capital à partir duquel l'impôt s'applique, et

d'appliquer un taux unique de 1,25 % à la fraction du capital imposable utilisé au Canada qui dépasse ce seuil.

Ces modifications s'appliquent à compter du 1^{er} juillet 2006, un calcul au prorata étant effectué dans le cas des institutions financières dont l'année d'imposition comprend cette date.

2.7 Crédit d'impôt pour la création d'emplois d'apprentis

Il est proposé de créer un crédit d'impôt pour la création d'emplois pour l'embauche de nouveaux apprentis exerçant un métier admissible. Les employeurs admissibles auront droit à un crédit d'impôt non remboursable égal à 10 % des traitements et salaires versés aux apprentis admissibles, à concurrence de 2 000 \$ par année par apprenti.

Est un apprenti admissible le particulier qui exerce un métier admissible au cours des deux premières années de son contrat d'apprenti enregistré au niveau provincial. Sont des métiers admissibles les 45 métiers touchés par le programme du Sceau rouge (www.sceau-rouge.ca), qui autorise un compagnon d'apprentissage à exercer son métier dans toute province et tout territoire du Canada où son métier est reconnu sans avoir à passer d'autres examens.

Les crédits inutilisés pourront être reportés rétrospectivement sur trois ans et prospectivement sur 20 ans par l'employeur et être appliqués en réduction de son impôt fédéral sur le revenu payable lors de ces années. Ce crédit d'impôt pourra être demandé au titre des traitements et salaires versés à des apprentis qualifiés à compter du 2 mai 2006.

2.8 Déduction pour amortissement au titre des outils

Le budget propose que le montant donnant droit au taux d'amortissement de 100 %, outils, ustensiles de cuisine et instruments médicaux ou dentaires, soit augmenté de 200 \$ à 500 \$ pour les achats effectués à compter du 2 mai 2006.

Les dispositifs de communication électronique et le matériel électronique de traitement des données sont spécifiquement exclus de cette mesure.

2.9 Déduction pour amortissement accélérée pour la bioénergie dans le domaine forestier

Le budget propose d'élargir l'admissibilité à la déduction pour amortissement accélérée aux termes de la catégorie 43.1 (taux de 30 %) et de la catégorie 43.2 (taux de 50 %) aux systèmes de cogénération mus par un type de résidus de biomasse appelé « liqueur noire » (ou liqueur résiduaire) utilisé dans le secteur des pâtes et papier.

Cette modification s'appliquera aux biens admissibles achetés à compter du 14 novembre 2005 qui n'ont pas été utilisés ou achetés pour être utilisés avant cette date.

3 TAXES DE VENTE ET D'ACCISE

3.1 Réduire la TPS à 6 %

Le budget propose de réduire le taux de la TPS d'un point de pourcentage, le faisant passer de

7 % à 6 % à compter du 1^{er} juillet 2006. Pour faciliter la transition vers le taux réduit, le budget propose des règles transitoires de détermination du taux de TPS applicable aux transactions qui chevauchent la date d'entrée en vigueur du 1^{er} juillet 2006. La règle transitoire générale est fondée sur le moment où la TPS qui s'applique à une transaction devient payable. Cette date s'établit généralement, soit à la date de versement du paiement ou, si elle est antérieure, à la date où une facture est délivrée par le fournisseur.

Une règle transitoire particulière s'appliquera aux éléments suivants :

◆ **Immeubles**

Taux de 6 % pour le contrat conclu après le 2 mai 2006 et pour lequel le transfert de la propriété et la possession s'effectueront à compter du 1^{er} juillet 2006

◆ **Fournitures réputées** (ex : JVM d'un immeuble à appartements neuf)

Taux de 6 % sur les montants réputés payés ou perçus à compter du 1^{er} juillet 2006

◆ **Biens et services importés et biens incorporels importés taxables**

Taux de 6 % sur les biens importés ou dédouanés à compter du 1^{er} juillet 2006

◆ **Avantages taxables, véhicules de tourisme ou aéronefs et remboursements à l'intention de salariés et d'associés**

Ex : Taux actuel de 5 % est ramené à 4,5 % pour 2006, puis à 4 % par la suite pour l'avantage calculé sur les dépenses de fonctionnement d'une automobile.

◆ **Habitations neuves**

La valeur pécuniaire maximale du remboursement sera ramenée à 7 560 \$ (soit 36 % de la TPS payée au taux de 6 % sur une maison d'une valeur de 350 000 \$).

Il est prévu qu'une disposition anti-évitement s'appliquera aux transactions effectuées entre personnes ayant un lien de dépendance, lesquelles n'auraient pas principalement un but commercial, mais plutôt l'obtention de l'avantage de la réduction du taux.

3.2 Autres mesures

3.2.1 Droit d'accise sur le tabac

Le budget propose d'augmenter à compter du 1^{er} juillet 2006, les droits d'accise sur le tabac pour compenser l'impact de la réduction du taux de la TPS. Par exemple, une hausse de 0,2799 cent par cigarette est proposée, de manière à établir les droits à 16,41 \$ pour une cartouche de 200 cigarettes.

Les fabricants, importateurs, grossistes et détaillants devront assujettir leurs stocks détenus en fin de journée le 30 juin 2006 d'une taxe unitaire.

3.2.2 Droit d'accise sur l'alcool

Les spiritueux, vins et bières, à l'instar des produits du tabac, subiront une augmentation des droits d'accise fédéraux à compter du 1^{er} juillet 2006. Par exemple, l'augmentation proposée s'établit à 0,1078 cent le litre de vin.

3.2.3 Taux du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien

Pour faire en sorte que les consommateurs bénéficient pleinement de la réduction du taux de la TPS/TVH, des ajustements techniques mineurs des taux du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien s'appliqueront aux billets achetés à compter du 1^{er} juillet 2006.

3.3 Taxe d'accise sur les bijoux

Le budget fédéral de 2005 proposait une réduction graduelle de la taxe de 10% sur les bijoux fabriqués, vendus ou importés au Canada. Le présent budget propose l'abrogation de la taxe d'accise à compter du 2 mai 2006 sur ces dits bijoux, ainsi que sur les horloges et articles faits de pierres semi-précieuses.

3.4 Producteurs de vin et microbrasseurs

Il est proposé d'aider les producteurs de vin et les petites et moyennes brasseries en réduisant les droits d'accise sur certains vins et bières. Le budget propose d'exonérer des droits les 500 000 premiers litres de vin produits et emballés par année par un titulaire de licence de vin et de réduire les taux des droits d'accise applicables aux brasseurs canadiens licenciés qui ont produit et emballé au plus 300 000 hectolitres (hl) de bière au cours de l'année civile précédente et qui ne dépasseront pas ce plafond pour l'année civile en cours.

4 AUTRES MESURES

4.1 Dispositions administratives (comptabilité normalisée)

Le budget propose des mesures d'harmonisation visant différentes dispositions concernant l'administration, les intérêts et les pénalités, surtout en ce qui a trait à la *Loi sur la taxe d'accise* (TPS), mais qui touchent aussi la *Loi sur la taxe d'accise* (autres que les dispositions visant la TPS), la *Loi de 2001 sur l'accise*, la *Loi de l'impôt sur le revenu*, et la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*.

Ces mesures s'appliqueront en date du 1^{er} avril 2007 ou, si ce jour survient plus tard, à la date à laquelle la loi faisant entrer en vigueur les propositions portant sur la comptabilité normalisée recevra la sanction royale.

4.1.1 Modifications apportées à la Loi sur la taxe d'accise (dispositions visant la TPS et dispositions autres que celles visant la TPS), à la Loi de l'impôt sur le revenu, à la Loi de 2001 sur l'accise et à la Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien

Retenue des remboursements : Le budget propose de restreindre le paiement ou la compensation en faveur d'une personne d'un crédit autre que la Prestation fiscale pour enfants tant que toutes les déclarations, à la connaissance du ministre du Revenu national, que cette personne est tenue de présenter aux termes de toutes les lois n'ont pas été produites.

Montants visés par la règle du seuil : Le budget propose d'élargir aux autres lois la règle voulant qu'une somme dû ou à recevoir par la Couronne soit réputée nulle si elle ne dépasse pas 2 \$.

Intérêt sur les frais d'administration visant les effets impayés : Le budget propose que le barème des frais prévus dans la *Loi sur la gestion des finances publiques* soit incorporé à chacune des lois fiscales pertinentes, afin que les taux d'intérêt prévus aux termes de ces lois (et la date à laquelle cet intérêt commence à courir) s'appliquent aux frais.

4.1.2 Modifications apportées à la Loi sur la taxe d'accise (dispositions visant la TPS), à la Loi de l'impôt sur le revenu, à la Loi de 2001 sur l'accise et à la Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien

Effet sur les pénalités et les intérêts quand les délais d'exigibilité sont prolongés : Le budget propose que, lorsque le ministre prolonge, aux termes de l'une des lois, le délai fixé pour produire la déclaration ou pour verser la somme exigée, aucune pénalité ni aucun intérêt pour production ou versement en retard ne s'applique au titre de la déclaration ou de la somme avant la fin de la période de prolongation.

4.1.3 Modifications apportées à la Loi sur la taxe d'accise (dispositions visant la TPS et autres que celles visant la TPS), à la Loi de 2001 sur l'accise et à la Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien

Délai de 10 ans applicable à l'exercice du pouvoir discrétionnaire ministériel : Le budget propose que le ministre puisse annuler ou renoncer à des intérêts et à des pénalités pour production tardive devenus payables dans l'une des 10 années civiles précédentes.

Pénalités pour production tardive : À l'heure actuelle, ces lois ne prévoient aucune pénalité au titre des déclarations qui sont produites en retard par une personne. Le budget propose qu'une pénalité pour production tardive soit instaurée à un taux de 1,0 % du solde en souffrance inscrit sur la déclaration, en sus d'une pénalité additionnelle de 0,25 % par mois complet pendant lequel la déclaration demeure en souffrance, jusqu'à concurrence de 12 mois.

La mesure s'appliquera aussi aux déclarations en souffrance à compter de cette date, mais la pénalité additionnelle de 0,25 % par mois ne s'appliquera qu'à la période ultérieure à la date de mise en œuvre. À l'heure actuelle, les pénalités imposées pour défaut de produire une déclaration aux termes d'une mise en demeure varient d'une loi à l'autre. Le budget établit le montant de la pénalité à 250 \$ au titre des mises en demeure signifiées à compter de la date de mise en œuvre.

4.1.4 Modifications apportées à la Loi sur la taxe d'accise (dispositions visant la TPS), à la Loi de 2001 sur l'accise et à la Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien

Période d'accumulation des intérêts au titre des intérêts et des pénalités annulés : Le budget propose que les intérêts payables à une personne au titre des intérêts et des pénalités annulés commencent à courir 30 jours après la date à laquelle le ministre reçoit une demande d'une personne, jusqu'à la date à laquelle le montant est remboursé ou compensé par un autre montant à payer.

4.1.5 Modifications apportées à la Loi sur la taxe d'accise (dispositions autres que celles visant la TPS), à la Loi de l'impôt sur le revenu et à la Loi de 2001 sur l'accise

Restrictions applicables à la perception : À l'heure actuelle, le ministre du Revenu national est tenu d'attendre au moins 90 jours à partir de la date d'un avis de cotisation avant d'entamer des mesures de perception par voie de déduction ou de compensation sur des montants dus à la personne. Le budget propose que soit abolie cette restriction de 90 jours.

4.1.6 Modifications apportées à la Loi sur la taxe d'accise (dispositions visant la TPS) et à la Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien

Calcul des intérêts : Le budget propose que le taux d'intérêt sur les montants dus par des personnes soit basé sur le taux des bons du Trésor arrondi au pourcentage le plus près, en sus d'un pourcentage additionnel de 4 %, et que la pénalité de 6 % soit abolie. Les intérêts sur les montants dus aux personnes seront basés sur le taux des bons du Trésor arrondi, en sus d'un pourcentage de 2 %.

4.1.7 Modifications apportées à la Loi sur la taxe d'accise (dispositions visant la TPS)

Date à laquelle les intérêts sur un crédit commencent à courir : Le budget propose que la *Loi sur la taxe d'accise* soit modifiée de manière que les intérêts sur tous les montants dus à une personne commencent à courir 30 jours après la date à laquelle une personne produit une déclaration donnant lieu à un crédit ou présente une demande de remboursement.

4.1.8 Modifications apportées à la Loi de l'impôt sur le revenu

Réaffectation de montants : La *Loi de l'impôt sur le revenu* autorise actuellement le ministre du Revenu national à réaffecter des montants qui lui sont payés par une personne, mais seulement entre des compte déterminés dans cette loi. Le budget propose que le ministre soit autorisé à réaffecter, à la demande d'une personne, les montants payés par la personne aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, aux montants payables par cette personne aux termes de la *Loi sur la taxe d'accise* (dispositions visant la TPS et dispositions autres que celles visant la TPS), de la *Loi de 2001 sur l'accise*, ou de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien*. La réaffectation entrera en vigueur à compter de la date à laquelle le montant a été payé aux termes de la première loi. Cette modification fera en sorte que les montants payés aux termes de l'une de ces lois puissent être déduits des montants payables aux termes de l'une des autres lois.

Non-déductibilité des intérêts et des pénalités : La *Loi de l'impôt sur le revenu* a été modifiée en 2004 de manière à ce que les amendes et les pénalités ne puissent pas, en général, être déductibles. Toutefois, il a été proposé que cette interdiction de déduire les pénalités ne s'applique pas aux intérêts de pénalisation prescrits et imposés en application de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien* et des dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* qui ont trait à la TPS/TVH.

Le budget propose que cette exception prévue au règlement soit abolie en ce qui a trait à la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien* et aux parties TPS\ TVH de la *Loi sur la taxe d'accise*.

De plus les intérêts payables selon la *Loi sur le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien* et les parties TPS\ TVH de la *Loi sur la taxe d'accise* ne seraient plus déductibles aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

4.1.9 Modifications apportées à la Loi sur la taxe d'accise (dispositions autres que celles visant la TPS)

Abrogation des acomptes au titre des taxes d'accise : Le budget propose l'abrogation des dispositions exigeant le versement d'acomptes, de façon que les contribuables qui doivent payer des taxes d'accise soient tenus de payer la taxe au titre d'un mois d'exercice avant la fin du mois suivant.

4.2 Mesures annoncées dans le budget de 2005

Le gouvernement confirme son intention d'adopter des mesures prévues dans le budget de 2005 et dans l'avis de motion des voies et moyens déposé le 17 novembre 2005, soit notamment :

- instaurer un nouveau crédit d'impôt au titre des frais d'adoption,
- donner suite aux recommandations du Comité consultatif technique sur les mesures fiscales pour les personnes handicapées,
- allonger la liste des dépenses qui donnent droit au crédit d'impôt pour frais médicaux, et préciser les règles d'admissibilité des dépenses de construction et de rénovation domiciliaire,
- doubler le montant des dépenses liées à une invalidité et des frais médicaux dont le remboursement peut être demandé par un aidant naturel.
- Modifier à compter du 23 février 2005 le taux de la déduction pour amortissement (DPA) pour certains pipelines, matériel de distribution de l'électricité et câbles de télécommunications. Elles bonifient et élargissent aussi les dispositions de DPA accéléré qui s'appliquent au matériel de production d'énergie efficiente et renouvelable.

4.3 Déclaration de l'impôt dans une monnaie fonctionnelle

Le budget propose qu'il soit envisagé de permettre à des sociétés tenues aux fins des rapports financiers de déclarer leur revenu dans une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien de déterminer leur revenu aux fins de l'impôt canadien dans cette monnaie fonctionnelle. À cet effet, le ministère des Finances a l'intention de rendre publique une ébauche de propositions législatives pour fins de consultation.